



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 Quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 03/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCOTT Ets

Tauriac
81640 Virac

Références : SCO/S 2025-0488
Code AIOT : 0006801976

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2025 dans l'établissement SCOTT Ets implanté Laspeyrières 82160 Puylagarde. L'inspection a été annoncée le 26/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCOTT Ets
- Laspeyrières 82160 Puylagarde
- Code AIOT : 0006801976
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le sites est une carrière de pierres soumise à autorisation pour la rubrique 2510 avec une autorisation de production maximale de 1 000 t/an.

La superficie d'exploitation est de 0,5 hectare.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 3 | Sécurité du public. | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13 | Demande d'action corrective | 30 jours |
| 5 | Registres et plans de carrières à ciel ouvert | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15 | Demande d'action corrective | 30 jours |
| 6 | Plan de gestion des déchets | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 | Demande d'action corrective | 30 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------------------------|--|-------------------|
| 1 | Aménagements préliminaires. | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4 | Sans objet |
| 2 | Aménagements préliminaires. | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5 | Sans objet |
| 4 | Exploitations à ciel ouvert | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14 > 14.1. | Sans objet |
| 7 | Espèces invasives | Arrêté Préfectoral du 13/08/2018, article 1.8.3 | Sans objet |
| 8 | Préservation d'habitats écologiques | Arrêté Préfectoral du 13/08/2018, article 1.8.3 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de l'inspection il est constaté une faible exploitation sur une surface très limitée.

L'exploitant doit mettre à jour les documents d'exploitation permettant de justifier le respect du phasage et des cotes d'exploitation.

Il doit également renforcer la sécurisation du site (clôture et panneautage) sur le périmètre de la carrière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagements préliminaires.

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Aménagements préliminaires. |
| Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. |
| Constats : Le jour de l'inspection il est constaté la présence de panneaux à l'entrée de la carrière avec la référence de l'autorisation et les informations nécessaires. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Aménagements préliminaires.

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Aménagements préliminaires. |
| Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : 1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; 2° Le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. |
| Constats : Le jour de l'inspection il est constaté la présence de bornes permettant de délimiter la carrière. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Sécurité du public.

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité du public. |
| Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes |

résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.

Constats :

Le jour de l'inspection il est constaté la présence de clôture sur l'ensemble du périmètre de la carrière.

Certaines zones nécessitent un renforcement de la clôture (côté boisement à l'opposé de l'entrée principale) et un renforcement des panneaux sur les zones hors entrée principale.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant renforce les clôtures et le panneauage sur le périmètre de la carrière.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Exploitations à ciel ouvert

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14 > 14.1.

Thème(s) : Risques accidentels, Exploitations à ciel ouvert

Prescription contrôlée :

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Constats :

Le jour de l'inspection l'exploitant n'a pu présenter le plan d'exploitation à jour.

Cependant, au vu du périmètre de la carrière il n'a pas été constaté d'exploitation dans la bande des 10 mètres.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Registres et plans de carrières à ciel ouvert

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Registres et plans de carrières à ciel ouvert

Prescription contrôlée :

Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un

| |
|---|
| <p>rayon de 50 mètres ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les bords de la fouille ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - les zones remises en état ; - la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection l'exploitant n'a pu présenter le plan d'exploitation à jour.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant réalise un plan d'exploitation à jour.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 30 jours</p> |

N° 6 : Plan de gestion des déchets

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan de gestion des déchets</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter |

| |
|---|
| <p>l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</p> <p>-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</p> <p>-le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;</p> <p>-les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</p> <p>-en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</p> <p>-une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;</p> <p>-les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.</p> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection l'exploitant présente le plan de gestion des déchets comprenant l'ensemble des éléments prévus par la réglementation. Le plan doit être révisé tous les 5 ans et le plan présenté date de 2018.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant révisé le plan de gestion des déchets.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 30 jours</p> |

N° 7 : Espèces invasives

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2018, article 1.8.3</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Espèces invasives</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] La prolifération des éventuelles espèces végétales envahissantes ou invasives est surveillée et traitée.</p> |
| <p>Constats :</p> |

| |
|---|
| <p>L'exploitant indique assurer la surveillance des espèces invasives.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit maintenir la surveillance de ces espèces invasives et en cas de découverte, mettre en place un protocole d'élimination visant à supprimer la prolifération de celles-ci.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 8 : Préservation d'habitats écologiques

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2018, article 1.8.3</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Préservation d'habitats écologiques</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les haies et îlots boisés entourant la zone d'exploitation sont conservés. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection il est constaté que les haies et îlots boisés entourant la zone d'exploitation sont conservés.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |